

**Cette déclaration doit parvenir à la DSDEN de la Savoie :
par courrier à la Division du 1^{er} degré - 131 avenue de Lyon 73018 Chambéry cedex
par fax 04.79.69.90.39 ou 04.79.69.72.99 ou par mail sma73@ac-grenoble.fr
au moins 48 heures avant la grève,
conformément à l'article L.133-4 du code de l'Education
(Ce délai devant comprendre obligatoirement un jour travaillé pour les écoles)**

Une personne qui participerait à un mouvement de grève sans s'être préalablement déclarée gréviste encourrait une sanction disciplinaire.
Une personne ayant fait connaître son intention de participer à un mouvement peut librement y renoncer.

DECLARATION D'INTENTION DE PRENDRE PART A LA GREVE DU		
<i>Toutes les rubriques de ce document sont à remplir obligatoirement, selon la fonction assurée.</i>		
Je soussigné(e) Nom : Prénom :		
Fonction (cocher ci dessous la rubrique correspondante <input type="checkbox"/>) :		
Directeur <input type="checkbox"/> Adjoint <input type="checkbox"/>	TR <input type="checkbox"/> personnel en service partagé <input type="checkbox"/>	Psychologue, maître G, E, CRI, CPAIEN... <input type="checkbox"/> (personnes n'exerçant pas devant une classe)
Ecole de :	Dans quelle école auriez-vous dû travailler le jour de la grève :	Ecole de rattachement :
Code établissement :	Code établissement :	Code établissement :
Commune :	Commune :	Commune :
Circonscription :	Circonscription :	Circonscription :
<i>Habituellement travaillez-vous ce jour là :</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si vous êtes directeur est-ce le jour de votre décharge ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
Déclare mon intention de prendre part à la grève du, à partir de l'heure de rentrée de l'école. A, le Signature :		

« Article. L.133-5 du code de l'éducation : les informations issues des déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation, durant la grève, du service d'accueil mentionné à l'article L.133-4. Elles sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute autre personne que celles qui doivent en connaître est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal »